

L'Europe a-t-elle de l'avenir ?



AU SOMMAIRE

► **L'intégration économique appelle le politique**

Benoît Cœuré 40

► **L'Europe sociale mise à mal**

Jean-Marie Pernot 43

► **Les villes européennes sous pression**

Patrick Le Galès 46

► **Les démocraties face aux nouvelles droites radicales**

Patrick Moreau 49

► **Protection des données : l'Europe doit agir**

Patrick Baudouin 52

► **Un Manifeste pour une Europe des citoyens**

54

La dernière université d'automne de la LDH (novembre 2013) a porté sur le thème « Europe : quelles sorties de crises ? ». Un titre qui n'aurait pas été choisi il y a une dizaine d'années de cela, un titre pour une réflexion ancrée dans une actualité qui préoccupe ceux qui portent un projet de société caractérisé par les droits fondamentaux.

Or, l'Europe ne fait plus rêver. La légitimité du projet européen est mise en question. Ses politiques ne passent pas le test de leur pertinence si on la mesure au recul, partout, de l'accès effectif aux droits économiques, sociaux, démocratiques. D'autant que l'Union européenne bénéficie d'une croissance globale de richesses produites, mais dans lequel inégalités et exclusion sociale croissent.

Alors que les richesses se concentrent géographiquement, les règles actuelles imposent aux pays de gérer les effets sociaux de leurs déséquilibres économiques, chacun avec leurs moyens propres, les mieux dotés comme ceux en difficulté. Elles ne permettent aucune redistribution européenne significative par des politiques publiques à la hauteur des enjeux qu'implique un avenir partagé, pour tous les résidents de l'espace européen. Comment s'étonner alors d'un rejet, rejet dont s'alimentent dorénavant les discours proposant des replis nationaux ou infranationaux (comme en Italie ou en Belgique), et que des populismes réactionnaires savent attiser en replis xénophobes (contre les immigrés, les Roms, les peuples des pays en difficulté...) ? Rien ne condamne qui que ce soit à suivre ces voies mortifères.

L'université d'automne a permis d'aborder ces multiples questions, et bien d'autres, dans les champs de l'économie, du social, de la justice, des libertés, des institutions, de la politique, et dont ce dossier fait écho.

« Egalité », « solidarité », « démocratie »

Les apports des intervenants vont alimenter les propositions que va faire la LDH dans le cadre des débats autour des élections européennes de mai. Il y aura notamment une question clef à traiter, celle du rééquilibrage du projet européen, en mettant la justice sociale en son centre. Des milliers d'associations regroupées à l'occasion de l'Année européenne de la citoyenneté mettent en avant l'égalité, la solidarité, la démocratie comme des piliers indissociables d'un projet européen redevenant légitime.

« Egalité », parce que c'est la réponse pour ceux qui sont privés de l'accès aux droits fondamentaux en conséquence de la crise économique, comme pour ceux qui, par dizaines et dizaines de millions, craignent d'en être les prochaines victimes.

« Solidarité », parce que l'accès aux droits fondamentaux n'est jamais mieux sécurisé que lorsqu'il est universel. Croire qu'on se défend mieux lorsqu'on exclut plus faible que soi, c'est se mettre dans la liste de ceux qui seront privés de l'accès aux droits. Mettre l'accès effectif pour tous aux droits comme le fondement des politiques publiques est la réponse aux barbaries dans toutes les sociétés profondément inégalitaires de la planète.

« Démocratie », parce que c'est la forme politique qui correspond à une société luttant contre les inégalités, pour l'inclusion, la solidarité. La participation civique repose sur la qualité des politiques publiques mises en œuvre pour le vivre ensemble. La démocratie recule là où s'impose le chacun pour soi et la prédominance de l'individu-consommateur. Elle progresse là où la citoyenneté inclusive s'appuie sur les approches collectives.

Ces valeurs sont clefs, pour l'avenir du projet européen. Les forces qui, partout en Europe, s'inscrivent dans cette orientation sont considérables : associatives, mouvementistes, syndicales. Elles cherchent le dialogue avec des forces politiques pour relayer cette perspective, et l'incarner dans le champ de l'action institutionnelle.

Jan Robert SUESSER, membre du Bureau national de la LDH